



**Initiative Mondiale pour l’Afrique Occidentale, Centrale et Australe  
(Projet GI WACAF)**

**Atelier préparatoire pour la finalisation du plan national  
d’intervention d’urgence contre les déversements  
d’hydrocarbures en mer de Guinée Equatoriale**

Malabo, République de Guinée Equatoriale  
25 février - 1<sup>er</sup> mars 2013



Organisé en coopération avec le Ministère de la Pêche et de l’Environnement de la République de  
Guinée Equatoriale

Atelier préparatoire pour la finalisation du plan national d'intervention d'urgence contre les déversements d'hydrocarbures en mer de Guinée Equatoriale

## L'Initiative Mondiale

L'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (GI WACAF) est un partenariat entre l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et l'Association Internationale de l'Industrie Pétrolière pour la Sauvegarde de l'Environnement (IPIECA) pour renforcer la capacité des pays à se préparer et à répondre aux déversements d'hydrocarbure

Une des caractéristiques innovante est de promouvoir le développement de partenariat public/privé pour une réponse efficace aux déversements d'hydrocarbure faisant usage de l'expertise et des ressources existantes au niveau de l'industrie.

### Le Project GI WACAF

C'est un programme de huit ans conjointement financé par l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et par huit Compagnies Pétrolières membres du projet (BP, Chevron, ENI, ExxonMobil, Marathon, PERENCO, Shell et Total) par l'intermédiaire de l'Association Internationale de l'Industrie Pétrolière pour la Sauvegarde de l'Environnement (IPIECA).



### Mission

Renforcer la capacité nationale de lutte contre les pollutions aux hydrocarbures dans 22 pays d'Afrique occidentale, centrale et australe par la mise en place de partenariats locaux entre les industries pétrolières et les autorités responsables de la préparation et de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national.

### Portée du Projet GI WACAF

Le projet concerne 22 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Le cadre d'activité est l'organisation d'ateliers, formations, séminaires et exercices de déploiement avec les autorités chargées de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures au niveau national, en partenariat avec des entreprises locales.

### Objectifs

Le GI WACAF est basé sur un système de gestion efficace qui établit six objectifs et indicateurs clés de performance pour renforcer les capacités des pays à se préparer et à lutter contre les pollutions par hydrocarbures. Ces objectifs couvrent les aspects de la convention d'OPRC 90 :

- Objectif 1. Législation : Promouvoir la ratification des conventions OPRC 90, CRC 92 et Fonds 92
- Objectif 2. Plan National d'Intervention d'Urgence : Promouvoir le développement des plans nationaux d'intervention d'urgence contre les pollutions marines accidentelles
- Objectif 3. Autorité nationale désignée : Clarifier les rôles et responsabilités de chacun pour la préparation et la lutte
- Objectif 4. Accords régionaux de coopération et d'assistance : Promouvoir la coopération et l'assistance mutuelle
- Objectif 5. Formation et exercice dans le pays : Assurer régulièrement des formations et exercices dans chaque pays
- Objectif 6. Moyens du pays : Soutenir les pays pour le développement de leurs capacités de lutte.

NOTE

This document has been prepared within the framework of the Global Initiative for West, Central and Southern Africa as a contribution to the implementation of the biennial action envisaged for this Initiative. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the IMO or IPIECA concerning the legal status of any State, Territory, city or area, or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

**This document can be downloaded from [www.giwacaf.org](http://www.giwacaf.org) and for bibliographic purposes should be cited as follows: IMO/IPIECA. 2013. Rapport de l'Atelier préparatoire pour la finalisation du plan national d'intervention d'urgence contre les déversements d'hydrocarbures en mer de Guinée Equatoriale. Numbers of Pages.**

Atelier préparatoire pour la finalisation du plan national d'intervention d'urgence contre les déversements d'hydrocarbures en mer de Guinée Equatoriale

## *Executive summary*

**Mission title:** Preparatory mission for the finalization of the national Contingency plan

**Hosted by:** Ministry of Environment and fisheries, Republic of Equatorial Guinea

**Venue and date:** Malabo, Equatorial Guinea, 25 February - 1 march 2013

**Scope:** The aims of the mission were to identify a team of experts in charge of the finalization of the national contingency plan and to prepare for the organization of a national workshop to test and update the national contingency plan of the Republic of Equatorial Guinea

**Summary:** The consultant from the International Maritime Organization held a series of consultation with the Ministry of Environment and Fisheries, the Ministry of Mines and energy and the Ministry of Transport in order to identify a team of national experts in charge of the development of the National Contingency Plan. During the audiences held at the relevant Ministers and institutions the consultant presented different documents in order to support the finalisation of the National Contingency Plan, including:

- the terms of reference of the GI WACAF Focal Point;
- the profile of national experts; and
- the official letter from the Ministry of Environment and Fisheries requesting the involvement of the relevant ministries in the development of the National Contingency Plan.

The importance of implementing this plan was well received by all those authorities. They promised to respond quickly by nominating their experts. However, the period was the pre-election campaign. They assured to give all the names to the Ministry of Environment through the focal point Deogracias IKAKA which will fix the dates of the workshop before the elections.

It was agreed with the focal point, Mr Deogracias IKAKA that the coordinator of the contingency plan will be nominated from Ministry of Mines and Energy because of strategic importance of this Ministry. The coordinator will be in charge of the preparation of the workshop.

## Table des matières

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>5</b>
<b>OBJECTIF DE L'ÉVÉNEMENT.....</b>	<b>5</b>
<b>LIEU, DATES, ROLES ET PARTICIPANTS .....</b>	<b>6</b>
<b>RESUME DES TRAVAUX EN GROUPES .....</b>	<b>6</b>
<b>RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>7</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>7</b>
<b>ANNEXE 1. LISTE DES PARTICIPANTS.....</b>	<b>8</b>
<b>ANNEXE 2. LETTRE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU PORT DE MALABO</b>	<b>9</b>
<b>ANNEXE 3. LETTRE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT AU MINISTÈRE DES MINES ET DE L'ÉNERGIE</b>	<b>10</b>

## Introduction

---

La Guinée Equatoriale n'est pas exempte d'accidents pouvant être à l'origine d'une marée noire. Tous les pays voisins sont des producteurs de pétrole. Les accidents peuvent provenir de la production offshore et onshore, des navires citernes, des accidents de la marine marchande, déversant hydrocarbures ou autres substance nocives, les terminaux portuaires ou encore d'autres pollutions provenant de pays voisins dérivant vers les eaux territoriales de la guinée équatoriale.

Avec l'assistance de l'Organisation maritime internationale (OMI) et de l'IPIECA, l'association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier, les pays de la sous-région se sont dotés de plans nationaux d'intervention d'urgence et mis en place des mécanismes de coopération et d'assistance en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures en milieu marin

Actuellement la République de Guinée-Equatoriale est l'unique pays de la sous-région n'ayant pas encore finalisé son plan national d'intervention d'urgence (PNU). A la suite d'une première mission organisée en 2010, une ébauche de plan avait été proposée. Aussi cette nouvelle mission a été initiée afin de relancer le processus de finalisation de ce plan.

## Objectif de l'événement

---

Etablir un partenariat avec les autorités des Ministères de l'Environnement et de la Pêche, de l'Industrie et de l'Energie, ainsi que les autorités portuaires et les représentants de l'industrie pétrolière afin d'identifier les personnes physiques qui constitueront l'équipe de finalisation du plan national d'intervention d'urgence de la République de Guinée-Equatoriale.

Cette équipe une fois constituée examinera l'ébauche du Plan d'Urgence développée à la suite de l'atelier qui avait été organisé en coopération avec le Projet GI WACAF du 15 au 18 novembre 2010 à Malabo. L'OMI et l'IPIECA soutenant de ce fait, la République de Guinée-Equatoriale pour finaliser le Plan d'Urgence et de s'unir aux efforts des autres pays de la sous-région pour mettre en marche les stratégies de lutte communes pour lutter contre les déversements d'hydrocarbure.

Les objectifs spécifiques de la mission étaient de :

1. obtenir la nomination des personnes provenant des administrations de l'Environnement, des Mines, de l'Industrie et de l'Energie, des autorités portuaires et de l'industrie pétrolière afin de constituer une équipe pour développer les capacités de lutte contre les déversements d'hydrocarbures en milieu marin. Les principales administrations concernées sont :
  - le Ministère de la Pêche et de l'Environnement,
  - le Ministère des Mines et de l'Energie,
  - le Ministère du Transport et des télécommunications pour le secteur maritime,
  - les autorités portuaires, et
  - les représentants de l'industrie pétrolière ;

Atelier préparatoire pour la finalisation du plan national d'intervention d'urgence contre les déversements d'hydrocarbures en mer de Guinée Equatoriale

2. constituer une équipe et définir les actions prioritaires pour finaliser de Plan National d'Intervention d'Urgence ;
3. élaborer un calendrier pour la réalisation d'un atelier national pour finir le travail ; et
4. nommer un coordinateur national pour faire le suivi et la préparation de l'atelier.

## Lieu, dates, rôles et participants

---

L'atelier a été organisé à Malabo du 25 février au 02 mars 2013 par le Ministère de la Pêche et de l'Environnement de la République de Guinée-Equatoriale avec l'appui technique et financier de l'OMI et de l'IPIECA. L'expert ayant participé aux travaux était Mr. Jean-Paul Mwamba Nyembo, Directeur du Centre de Lutte contre les Pollutions Marine (CCPM) de la République Démocratique du Congo. Le Ministère de la Pêche et de l'Environnement de la République de Guinée-Equatoriale s'est chargé de l'organisation générale de l'atelier et de l'accueil des participants. La salle de réunion de la Direction générale de l'Environnement et de Pêche a servi de cadre de travail pour cet atelier préparatoire. Le nombre total des participants conviés à l'atelier s'élève à 9 personnes, représentant divers institutions et organismes impliqués dans la mise en œuvre du Plan d'intervention d'urgence. La liste des participants est jointe à l'Annexe 1.

## Résumé des Travaux en groupes

---

Etant donné qu'il s'agissait d'un atelier préparatoire, les participants ont formé un seul groupe pour fixer et traiter les actions prioritaires à mener.

Deux grands axes de travail ont été retenus, à savoir :

1. la constitution de l'équipe de mise en œuvre du Plan d'urgence de lutte contre les pollutions pétrolières en milieu marin et côtier avec un Coordonnateur désigné ; et
2. la préparation de l'atelier national pour finaliser le plan avec comme axes prioritaires :
  - la législation nationale et conventions internationales ;
  - le cadre de préparation à la lutte ;
  - l'identification de l'autorité nationale devant engager le plan ;
  - l'examen des accords transfrontaliers dans la sous-région ;
  - la rédaction du plan de la Guinée équatoriale ;
  - la coopération avec l'industrie ;
  - le besoin en formation ; and
  - le minimum d'équipements nécessaires (prévention et intervention).

## Recommandations

---

A l'issue de ces travaux, les participants ont recommandé ce qui suit.

### A l'égard du Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale:

- que les autorités ministérielles s'impliquent davantage en mettant à disposition les personnes ressources et les moyens nécessaires pour la préparation de l'atelier de finalisation du Plan d'urgence ; et
- d'obtenir du Ministère des Mines et Energie, compte tenu de son importance, la désignation d'une personne devant coordonner le plan d'urgence.

### A l'égard de l'OMI et de l'IPIECA

- d'assurer le suivi du processus entamé par l'équipe préparatoire de la Guinée équatoriale ;
- de mettre à disposition certains textes des conventions pertinentes en langue espagnole ; et
- de faire bénéficier aux membres de l'équipe déjà identifiés des formations et ateliers en rapport avec la préparation et la lutte contre les pollutions pétrolières.

## Conclusions

---

L'Atelier préparatoire à l'atelier sur la finalisation de conception du plan d'intervention et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures en mer de la République de Guinée Equatoriale, tenu du 25 février au 02 mars 2013, s'est bien déroulé dans l'ensemble. Les autorités guinéennes, plus particulièrement le Ministre de l'Environnement et de Pêche, le Ministre des Transports et les autorités portuaires ont marqué leur vif intérêt sur le sujet et ont promis de s'impliquer davantage pour accélérer le processus.

Les délégués désignés ont pris conscience de former une et une seule équipe devant conduire les travaux de finalisation de conception et de mise en œuvre du PNU et il y a lieu d'espérer devant un tel engagement le dénouement rapide de la situation léthargique qui a caractérisé la Guinée Equatoriale sur cette question. Toutefois, ce processus devrait être suivi par l'OMI/IPIECA pour éviter des lenteurs d'autres blocages qui pourraient survenir.

Par ailleurs, la Guinée Equatoriale a besoin d'assistance en matière de renforcement des capacités des acteurs parties prenantes au PNIU. L'OMI et l'IPIECA pourraient également aider la Guinée Equatoriale dans la traduction des certaines conventions pertinentes. A cet effet, le concours de l'OMI/IPIECA est attendu par les autorités en charge du plan. Cette assistance devrait également cibler d'autres activités telles que la cartographie de vulnérabilité du littoral, la politique nationale d'utilisation des dispersants et la définition d'une stratégie de gestion des déchets.

Il y a lieu de signaler que le consultant a été mis dans d'excellentes conditions de travail et l'occasion est ainsi saisie pour remercier les chargés de programme du GI/WACAF, les services Finances et ressources humaines de l'OMI, le Ministère de l'Environnement et Pêche de la Guinée Equatoriale pour toutes les facilités dont le consultant était bénéficiaire.

## Annexe 1. Liste des Participants

Titre	Nom	Position	Compagnie	Adresse	Pays	Portable ou bureau	Fax	Adresse courriel
Dr	Simon Osa Adugu	Secrétaire d'Etat	Ministère de l'Environnement et Pêche		G E	+240222253575		Osa2adugu@yahoo.es
Dr	Déogracias IKAKA	Directeur du milieu marin	Ministère de l'Environnement et Pêche		G E	+240222244636		ikakanzamio@yahoo.fr
Mr	Juan do dios Nzang	Expert à la Direction du milieu marin	Ministère de l'Environnement et Pêche		G E			Juandediosnzang@yahoo.es
Mr	Pedro MENSUY ASUMU	Directeur General de Transport Maritim	Ministère des Transports		G E			
Mr	Mariano MASSOKO	Consellier Juridique	Ministère des Transports		G E			
Mr	Octaviano NVE NSUE	Directeur des ports	Administration des Ports		G E			
Mr	. Isacc SALAS ASUMU	Directeurs du Port	Administration des Ports		G E			
Mr	Jean Paul MWAMBA	Consultant	OMI		DR CONGO	+243997816451		nyembordc@yahoo.fr
Ms	Conception	experte	Ministère de l'environnement et Pêche		G E	+240222218398		

## Annexe 2. Lettre de la Direction Générale de l'Environnement au Directeur Général du Port de Malabo

U

  
REPUBLICA DE GUINEA ECUATORIAL  
MINISTERIO DE PESCA Y MEDIO AMBIENTE  
DIRECCION GENERAL DE AGUAS Y COSTAS

REPUBLICA DE GUINEA ECUATORIAL	
ADMINISTRACION DE PUERTOS	
DIRECCION GENERAL	
REGISTRO DE ENTRADA	
FECHA: 26.02.13	N.º X.

N.º: 15  
Ref.: .....  
Secc.: .....

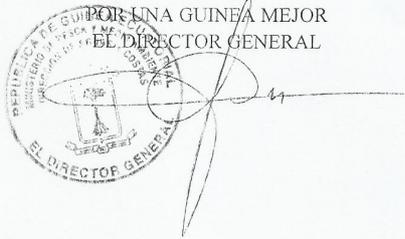
Ilmo. Señor:

Teniendo en cuenta que todo los países costeros de la subregión de África del Oeste y Central son productores de petróleo y que los accidentes pueden provenir de la producción on y off shore, del tráfico de las naves petrolíferas, de los accidentes de los barcos comerciales vertiendo los hidrocarburos que llevan u otras sustancias nocivas, la contaminación puede provenir también de los países vecinos y atravesar las aguas territoriales. A tal efecto, para la protección del medio ambiente marino, la Organización Marítima Internacional (OMI) y la Asociación Internacional de la Industria Petrolífera han contribuido en dotar de planes de intervención de urgencia a los países de la subregión y promover la cooperación entre sí en materia de asistencia en la lucha contra la polución marina.

Con el propósito de crear un equipo nacional encargado de la puesta en marcha del Plan Nacional de Urgencia para la lucha contra la Polución marina, esta Dirección General se dirige a V.I. para solicitar de su acostumbrada colaboración en designar a tres técnicos de su Departamento, cuyos términos de referencia se adjuntan a este escrito, a fin de que puedan integrarse al futuro equipo arriba mencionado. Señalando a V.I. que el consultor enviado por la OMI, desearía tener un encuentro con todos los técnicos designados por sus correspondientes Departamentos Ministeriales, el viernes día 1 de marzo del año en curso antes de su regreso.

Lo que tramito a V.I. para su general conocimiento y demás efectos oportunos.

Malabo, a 25 de febrero de 2013  
POR UNA GUINEA MEJOR  
EL DIRECTOR GENERAL



Ilmo. Señor Director General del Puerto de Malabo. C I U D A D.-

## Annexe 3. Lettre de la Direction Générale de l'Environnement au Ministère des Mines et de l'Energie

Nº 17

Excmo. Señor:

En virtud de la misión del Consultor de la OMI con el propósito de crear un equipo nacional encargado de la puesta en marcha del Plan Nacional de Urgencia para la lucha contra la Polución marina, esta Dirección General ha propuesto a los siguiente Técnicos para formar parte del equipo, V.E. con su superior criterio estimará lo conveniente:

- ✓ Responsable del Medio Ambiente Marino y de Zonas Costeras, Don Deogracias IKAKA NZAMIO, Director General de Aguas y Costas;
- ✓ Experto encargado de la Gestión de las Zonas de Pesca, Don Mariano EGUEMA ASANGUAN, Ingeniero Técnico de Pesca;
- ✓ Experto encargado de la Cartografía de Zonas Medioambientales Sensibles, Don Hermenegildo ABAGA MAYE, Técnico en gestión Ambiental;
- ✓ Experto encargado de la Biología Marina, Don Pergentino OWONO NZAMIO, Ingeniero Técnico de Pesca;
- ✓ Experto encargado de la Previsión Meteorológica, Don Celedonio MBA ASUMU AKELE, Técnico Analista;
- ✓ Experto para los Productos Tóxicos en el Medio Marino, Don Amancio BELA SEBBE.

Lo que elevo a V.E. para su general conocimiento y demás efectos oportunos.

Malabo, a 25 de febrero de 2013  
POR UNA GUINEA MEJOR  
EL DIRECTOR GENERAL



Excmo. Señor Ministro de Minias, Industria y Energía. C I U D A D.-